

« *Le Président Sassou Nguesso met ses ministres sous curatelle !* »

Paru à Brazzaville dans *Le Réveil des Consciences* N°30 du lundi 5 octobre 2009

Peu importe le verdict populaire lors des dernières élections tronquées de la présidentielle du 12 juillet 2009 ! Sassou Nguesso a été proclamé Président de la République avec 78% des voix pour 10% de taux de participation volontaire (sic !). Ce camouflet n'a pas été seulement infligé au seul candidat du PCT/RMP mais bien à toute la classe politique congolaise qui a privilégié ses intérêts privés au lieu de l'intérêt commun pour le bien être de notre pays, le Congo na biso. Cette avancée se réalisera par la mise en place de notre marché intérieur qui consistera à produire et consommer localement. C'est la seule solution à la misère endémique.



Peu importe aussi le jeu ambigu joué consciemment ou non par « l'opposition institutionnalisée » laquelle n'a pas su mettre l'accent là où il fallait, c'est-à-dire dénoncer la vacance de fait du pouvoir depuis mars 2009 qui nous aurait permis la mise en place d'un gouvernement d'union nationale de transition pour préparer l'élection du Président de manière consensuelle. De même, point n'est besoin de remettre le couvert mis lors du point de presse du 9 juin 2009 au cours duquel j'avais clairement évoqué le doute qui m'envahissait à l'annonce de la déclaration de candidature du président sortant postulant à sa succession, doute qui résultait de l'échec patent de l'organisation de l'élection présidentielle du fait de l'incapacité du gouvernement à l'organiser de façon transparente entre toutes les composantes politiques. En effet, l'article 56 du Titre V de la Constitution du 20 Janvier 2002 traitant du Pouvoir Exécutif dit expressément : « *Le Président de la République est le chef de l'exécutif. Il est le chef du Gouvernement. Il détermine et conduit la politique de la Nation. Il dispose du pouvoir réglementaire et assure l'exécution des lois. Le Président de la République est garant de la continuité de l'Etat, de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités et des accords internationaux* ». En se déclarant ainsi candidat, le Président sortant se démettait de fait de ses fonctions de premier ministre impliquant alors la démission aussi de fait de son gouvernement. Cela veut dire que la tenue des élections a eu lieu en l'absence de toute instance gouvernementale pour en assurer le bon déroulement, ce qui les rend invalides d'un point de vue constitutionnel renforcé par l'abstention record de 90% qui en résulta.

Il me semble avoir exposé la problématique qui se poserait au Président Sassou Nguesso s'il était mal réélu avec une forte abstention pour le cas où il irait seul à ces élections ; d'autant que la grande majorité de l'électorat ne lui était plus favorable, ce qui s'est vérifié depuis. J'avais bien insisté, et je persiste encore, que le Président Sassou Nguesso devait se ressaisir pour se dépasser et se mettre au-dessus de la mêlée

partisane afin de constituer un réel gouvernement d'union nationale dans lequel toutes les composantes de notre Peuple devaient se retrouver.

Ayant entendu et lu le discours de prestation de serment, discours au demeurant au goût de somnifère, du Président de la République sur le "Chemin d'Avenir" qui est son objectif de société, ce qui ne veut pas dire son projet car il y manque la méthode, j'ai cru comprendre un instant que le Sassou Nguesso « nouveau » était enfin arrivé ! Pourquoi pas ? Puisque l'homme est perfectible ! Mais le Peuple ne l'entend pas ainsi. Il a été trop habitué aux discours faits de bons mots ne reflétant pas la réalité de l'action présidentielle. Alors pourquoi ce Peuple ne lui fait-il plus crédit alors que son projet de société le "Chemin d'Avenir" dit vouloir s'occuper des préoccupations du Pays et que le Président mal élu affirme haut et fort qu'il faut « Moderniser et industrialiser le Congo. [] Pour qu'il en soit ainsi, changez donc de mentalités. Laissez choir à jamais les mentalités d'assistés, de profiteurs, de personnes en quête perpétuelle de passe-droits et autres facilités. Adoptez des comportements nouveaux et dignes. Adonnez-vous désormais à la rigueur du gain mérité, et non aux délices trop faciles et honteux de la magouille. Convertissez-vous à la religion du travail bien fait. Visez tous, et pour tout, l'excellence. Jetez bas la médiocrité, la tricherie et toutes les autres antivaleurs. Je ne surprends personne en affirmant qu'en dépit de nos efforts multiformes, notre pays n'est pas encore, hélas, exempt de corruption, de concussion, de fraude, de détournement de deniers publics et d'autres actes tout autant répréhensibles que néfastes à l'accomplissement du bonheur collectif. Ici, ce sont les gouvernants qui sont interpellés. Qu'il soit clair pour tous que le peuple ne veut pas et ne doit pas être conduit sur le "Chemin d'Avenir" par des dirigeants sans scrupule ni vertu » !

A la suite de ce discours programme, le Peuple a essayé d'y croire un peu en attendant de voir venir ! L'attente dura 4 semaines. La surprise fut de taille puisque le Président de la République a reconduit les mêmes hommes dans son gouvernement qu'il met en cause dans son discours de serment. A la différence près que les ministres de ce gouvernement « nouveau » sont de fait sous curatelle ! Autre différence, le gouvernement « curatellisé » se met à la chasse à l'homme, se met à la chasse de l'étranger, à la chasse des Congolais de RDC qui pourtant ont été largement utilisés dans nombre de forfaits répréhensibles par le pouvoir de Brazzaville. Le gouvernement sous curatelle reproduit le même schéma que l'ex-président Yhombi Opango qui expulsa jadis les étrangers en détruisant leurs maisons et faisant main basse sur leurs boutiques et leurs magasins. Depuis la nomination de ce gouvernement sous curatelle, il vient de se produire un autre phénomène inouï : la destruction des paillottes et étals où nos mamans vendent ce qu'ils peuvent pour survivre. Il semblerait que cela fait sale pour l'intelligentsia. En fait, c'est l'aveu de l'échec de la municipalisation accélérée. Ce ne sont pas les paillottes ni les étals qui doivent être détruits, c'est toute la municipalité de Brazzaville qu'il nous faut changer, tant les hommes que les structures. A propos de la Mairie Centrale de Brazzaville, peut-être devrait-elle songer, entre autre, à régler ses dettes notamment celle concernant le remboursement des dépenses engagées par le Bureau Fédéral du C.D.R.C. de Brazzaville pour organiser la conférence publique du 31 mai 2009 laquelle fut annulée par l'occupation illicite de la salle de Conférence de la Mairie Centrale de Brazzaville par le sieur François Ibovi dont la facture se trouve en souffrance dans les profondeurs du secrétariat général de la Mairie Centrale de Brazzaville depuis juin 2009.

Pour revenir à notre gouvernement fantasmagorique sous curatelle dont on vient d'être affublé, depuis sa formation, la lassitude, voire l'indifférence de notre Peuple vis-à-vis du Président de la République, est grandissante ce qui peut à terme remettre en question son credo sur la paix ; en effet, après l'impasse que provoque la formation vite fait de ce gouvernement « curatellisé » que le Peuple méprise, la question de fond qui transcende la vie est : que va-on faire maintenant ?

C'est bien que le président tienne compte de mon programme proposé au Peuple congolais et c'est tant mieux si et seulement s'il est appliqué pour définir enfin la nouvelle masse monétaire circulante sur notre marché intérieur comme expression de notre souveraineté nationale dès lors où les données démographiques nécessaires pour la répartition du PIB dont le pays a tant besoin pour fonctionner d'une façon normale et optimale en se payant les uns les autres auront été mises à jour par un recensement général. Cette masse monétaire qui nous soit propre est indispensable pour la mise en place de notre marché intérieur dont le but en définitive n'est que d'œuvrer tous ensemble pour rétablir l'ensemble des structures sociales : aides sociales aux plus défavorisés, aux personnes âgées, aux personnes handicapées, aux sans-emplois, formation professionnelle pour accéder à l'emploi, etc., indemnités de toutes les victimes innocentes des guerres contre les civils, relogement de tous les sinistrés entassés à l'ex-usine de Kinsoundi, à la ferme Nzoko et de tous ceux qui occupent les bâtiments administratifs à l'intérieur dans les départements, réhabiliter notre patrimoine industriel laissé à l'abandon pour insérer nos jeunes dans la vie professionnelle et sociale afin de soulager les parents, produire et distribuer l'électricité et l'eau potable, pour traiter les eaux usées et les déchets pour une qualité de vie saine et décente, pour construire et utiliser les cliniques, les hôpitaux et les dispensaires pour soigner correctement nos concitoyens, pour construire nos infrastructures tant routières que fluviales ou maritimes voire aéroportuaires avec le conseil de nos partenaires historiques tels la France, l'Allemagne, l'Italie, la Hollande, la Suède, l'Espagne, les Etats-Unis dans le cadre de partenariats pour contrebalancer la présence chinoise qui détruit notre environnement et notre patrimoine. Telle est l'Autre politique en dix points mis à disposition de chaque citoyenne et de chaque citoyen congolais, ainsi qu'au premier d'entre nous, le Président de la République.

Au moment où l'Assemblée de l'ONU à New York se penche sur le développement durable, le réchauffement climatique et le contrôle de l'émission de carbone et où le G20 réuni à Pittsburgh (Etats-Unis), qui exclut 172 pays agglomérés dans la misère, cherche des solutions à la crise financière internationale, on peut se poser la question de savoir si les solutions proposées sont-elles réellement des solutions ? En effet, réguler les commissions dites bonus des traders (commerçants, vendeurs, négociants de titres financiers divers non associés à une production réelle et se réduisant à une répartition changeante de l'épargne) est une farce dans la mesure où l'on veut intégrer un malus qui revient à annuler les bonus de façon globale pour en faire un jeu à somme nulle, ce qui revient à transférer aux actionnaires du système bancaire le dixième de l'iceberg financier sans envisager la licéité ni l'éthique des neufs dixièmes de l'iceberg financier distribués aux actionnaires et prélevés annuellement sur l'ensemble de la production par la masse des intervenants du système financier : est-ce vraiment là la solution ?

Pour le *Congo na biso*, pour s'en sortir, j'appelle les forces politiques qui n'ont aucun lien profond avec le PCT/RMP à constituer une force politique avec une Plate-forme autour de la mise en place de notre marché intérieur et de la création des Etats-Unis de l'Afrique Centrale capable de fédérer le Peuple congolais pour lui-même et non contre aucune partie du Peuple, et aussi d'impulser une politique novatrice sous-régionale. On peut avoir des liens d'amitié voire fraternels, dès lors que ces liens n'aliènent pas notre autonomie politique, avec des partisans du PCT/RMP sans que cela ne devienne un handicap pour construire ensemble cet édifice. Cette voie est la solution pour qu'ensemble, nous construisions l'avenir pour un Nouveau Congo et une Afrique Nouvelle ; c'est le souhait que j'ai toujours manifesté pour notre Peuple et notre Pays, comme l'atteste le document du point de presse donné à tous les journalistes le 9 juin 2009 en ma résidence à Brazzaville.

Au demeurant, je sais gré au Président de la République d'avoir intitulé son projet de société « Chemin d'Avenir » ; cela prouve qu'il n'y a pas d'autre choix que « *ENSEMBLE, CONSTRUISONS L'AVENIR POUR UN NOUVEAU CONGO POUR UNE AFRIQUE NOUVELLE* ». Mais attention que ce chemin d'avenir ne soit pas pour son promoteur un « sentier lumineux » et ne se transforme pas en « chemin de croix » pour finir au Golgotha du mont des Oliviers, car faut-il encore comprendre la méthode !

Modeste BOUKADIA
Ancien candidat déclaré à la Présidence 2009

Le 25 septembre 2009